

JUSTICE

# La chambre d'accusation relance l'affaire Sonatrach

**Rebondissement dans l'affaire Sonatrach. La chambre d'accusation près la cour d'Alger a tranché tard dans la soirée de jeudi dans le bras de fer qui oppose le juge d'instruction au parquet général. Ainsi, après plus de trois heures de délibérations, la chambre d'accusation a décidé de «relancer l'instruction de l'affaire», en exigeant un «complément d'enquête».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La bataille juridique opposant l'accusation et le juge d'instruction dans l'affaire Sonatrach est désormais tranchée par la chambre d'accusation. Cette dernière a décidé de couper la poire en deux en statuant pour un «complément d'enquête», soit pour une «instruction plus approfondie».

En somme, la requalification de l'affaire décidée le 12 septembre dernier par la chambre d'accusation du tribunal de Sidi-M'hamed, qui a estimé que les accusations ne relevaient pas du pénal, a été aussitôt contestée par le parquet, qui a fait appel de la décision, d'où sa programmation devant la même instance judiciaire le 19 octobre dernier.

Avec cette nouvelle donne, il est clair que la bataille juridique domine cette affaire, en attendant l'explicitation politique qui en découlera. Il reste à savoir si par complément d'enquête, le juge instructeur se verrait dans l'obligation d'étendre son instruction aux parties qui ont été jusque-là épargnées d'être citées dans ce scandale.

Pour rappel, le magistrat instructeur avait réservé une fin de non-recevoir à la requête introduite par les avocats de la défense qui, indique-t-on, ont saisi le juge pour l'audition de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, en tant

que témoin à décharge. La requête de la défense s'inscrit conformément à l'article 69 bis de la loi 06-22 du code de procédure pénale qui stipule que «l'inculpé ou son conseil et/ou la partie civile ou son conseil peuvent, à tout moment de l'instruction, demander au magistrat instructeur de recueillir ses déclarations, auditionner un témoin ou procéder à un constat, pour la manifestation de la vérité. Si le magistrat instructeur ne croit pas devoir procéder aux actes demandés, il doit rendre, dans les vingt jours suivant la demande des parties ou de leur conseil, une ordonnance motivée».

A l'expiration de ce délai et à défaut d'ordonnance du juge d'instruction, la partie ou son conseil peut dans les dix jours saisir directement la chambre d'accusation qui statue dans les trente jours à partir de la saisine. Sa décision n'est susceptible d'aucune voie de recours». En somme, le juge d'instruction instruit à charge et à décharge.

Il doit donc procéder à tous les actes d'information utiles, que ceux-ci soient de nature à démontrer la culpabilité ou l'innocence d'une personne.

Selon des sources citées par le journal *El Watan*, Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention provisoire depuis plus d'une année,



La bataille juridique domine l'affaire Sonatrach.

sont concernés par un nouveau chef d'inculpation lié au blanchiment d'argent. Pour cette raison, ajoute la même source, le juge les a interrogés en mai dernier sur leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs épouses.

Cela dit, les premières auditions des quatorze prévenus et celles d'une quinzaine de témoins se sont achevées sur une lourde interrogation quant à la responsabilité politique et administrative de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans ce scandale. En effet, que ce soit l'ancien P-dg Mohamed Meziane, ses deux enfants ou les vice-présidents,

Benamar Zenasni, chargé de l'activité transport par canalisation (sous mandat de dépôt), Belkacem Boumedienne, chargé de l'activité amont (en détention provisoire) ou Chawki Rahal, chargé de l'activité commercialisation (placé sous contrôle judiciaire), il est clair que tous les actes de gestion étaient soumis à l'appréciation du ministre de l'Energie, expliquent nos sources, qui révèlent que Mohamed Meziane, l'ex-P-dg, «ne faisait rien sans en référer à Chakib Khelil». Même pour le cas de ses deux enfants, l'un travaillant pour Saipem et l'autre pour Contel, les deux sociétés étrangères déten-

trices des marchés objets de ce scandale, il en avait fait part à son ministre.

Les marchés de télésurveillance pour les bases du sud du pays ne sont en général jamais traités uniquement par le P-dg ou ses vice-présidents. «Ils sont tous soumis à l'appréciation de Khelil, dont certains par écrit.» Le scandale Sonatrach avait éclaté en janvier 2010 et porte sur les contrats de gré à gré accordés au groupe Funkwerk Plettac Contel pour des équipements de contrôle et de sécurité, et à l'italienne Saipem, où exerçaient les deux fils de l'ex-P-dg.

A. B.

## BOUIRA

### Quatre gendarmes blessés dans l'explosion d'une bombe

Jeudi, aux environs de 11 heures, une patrouille de la gendarmerie de la commune d'Ath-Laâziz, à 8 km au nord de Bouira, qui venait juste de lever le barrage qu'elle avait dressé sur la RN5, a été la cible d'une bombe enfouie sous terre et actionnée à distance par des terroristes, apprend-on de source sécuritaire.

Selon la même source, la bombe enfouie dans un talus, à quelques mètres de la RN5, sur un chemin communal reliant la RN5 dans la localité de Zeboudja au chef-lieu de la commune d'Ath-Laâziz, a explosé au moment du passage du dernier véhicule de la gendarmerie, à bord duquel étaient installés cinq gendarmes. Ces derniers ont été tous touchés par la déflagration qui a fait voler en éclats les vitres du véhicule et endommagé toute la partie droite située du côté du talus.

Transportés vers l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira, trois d'entre eux ont été transférés à l'hôpital militaire d'Aïn Naâdja (Alger).

Vraisemblablement très affaiblis après les multiples coups de boutoir que les services de sécurité, surtout l'ANP, leur ont assénés depuis le début de l'été dernier, éliminant plusieurs d'entre eux, les terroristes essayent de maintenir le cap par des coups d'éclat mais en évitant des affrontements et des attaques frontales.

En effet, à Bouira en moins d'une semaine, trois attaques avaient été perpétrées avec le même procédé ; des bombes enfouies sous terre et actionnées à distance, dont la première avait ciblé au début de la semaine dernière une patrouille de la gendarmerie dans la commune de Djebbahia, à 2 km au nord-ouest de Bouira.

La deuxième attaque a été perpétrée à l'aide de «hebhebs», des mortiers artisanaux, au niveau du village de Ouled Belfodil, situé à la lisière de la forêt Rabta dans la commune de Kadiria, à 30 km au nord-ouest de Bouira. L'attaque terroriste, qui a ciblé un cantonnement de l'ANP, n'a fait, fort heureusement, aucun dégât.

H. M.

## PROCÈS DGSN-ABM

### Le réquisitoire attendu pour aujourd'hui

**Le rejet par l'essemble des prévenus des chefs d'inculpation contenus dans l'arrêt de renvoi du juge d'instruction du pôle judiciaire spécialisé du Centre a dominé les deuxième et troisième journées du procès opposant la DGSN à la société privée ABM. Les demandes de l'accusation sont attendues pour aujourd'hui dans la matinée.**

Rien de nouveau dans le procès de l'affaire opposant la DGSN à la société ABM qui se tient depuis mercredi dernier au niveau du tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed près la cour d'Alger.

Pour cette seconde journée, l'audition des mis en cause s'est poursuivie dont la plus suivie est celle de l'ex-responsable des moyens généraux de la DGSN. Ce dernier n'a fait que conforter les propos tenus la veille par ses prédécesseurs, dont l'ex-chef de l'unité aérienne de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Oultache Chouaïb. Mieux encore, les prévenus, dont la quasi-totalité sont des spécialistes de la chose informatique, ont tenu l'assistance en haleine à travers les différentes explications, battant en brèche les chefs d'inculpation de l'accusation.

A ce propos, il est important de rappeler que l'ex-chef de l'unité aérienne de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) avait porté à la connaissance de la présidente du tribunal que la commission qu'il présidait était constituée d'imminents cadres de la

DGSN et que les accusations portées à notre rencontre sont infondées. Durant l'audience, M. Oultache avait déclaré que «M. Tounsi avait approuvé le marché sur la base d'avis d'experts algériens et étrangers spécialisés en informatique».

La défense a rejeté les accusations portées contre son client, dont l'objectif est de «faire croire à l'opinion publique que ce marché est à l'origine d'un désaccord entre M. Oultache et l'ancien patron de la police, l'ayant conduit à le tuer».

Vingt-cinq personnes, dont dix-neuf fonctionnaires de la police, doivent répondre des chefs d'inculpation «de passation de marchés publics en violation de la législation, dilapidation de deniers publics et trafic d'influence».

Selon l'ordonnance de renvoi, les faits concernent la passation de marchés «douteux» portant sur des équipements informatiques entre la Direction générale de la Sûreté nationale et la société ABM. Selon la même source, «Oultache Chouaïb aurait usé de son influence sur la commission d'évaluation technique des offres où il siégeait pour qu'elle choisisse la société ABM dans laquelle son gendre est actionnaire et également directeur général adjoint».

Chouaïb Oultache est accusé également dans l'affaire de l'assassinat, le 25 février 2010, de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi. La date du procès de cette affaire n'a pas encore été fixée.

Abder B.